

ACTION SYNDICALE

Journal du Syndicat Général des Personnels du Service Public de l'Archéologie
www.cgt-culture.fr

Combat pour la culture,

Edito

Combat pour l'homme

Si vous pensez que la Culture, comme la santé, l'eau potable ou les patates ont un prix, si vous pensez également que 1% du budget de l'Etat pour un ministère qui ne devrait même pas exister, c'est encore trop ; que seuls les riches doivent pouvoir bénéficier de la Culture ; si pour vous la vente de la marque « Louvre » aux Emirs d'Abou Dabi pour 400 millions d'€ est une bonne affaire ; si la proposition de loi déposée par un député Ump qui permettrait aux musées de louer ou de vendre les œuvres d'art des collections publiques est une bonne « mise en valeur » du patrimoine culturel et artistique de l'humanité, alors réjouissez-vous : les enchères sont ouvertes.

Si l'art, la Culture et la pensée doivent devenir des marchandises, alors que faire d'un ministère dont la mission historique est de soutenir la création, de développer l'action culturelle pour toute la population, de préserver le patrimoine ?

Pourquoi ne pas réduire le budget et les administrations ? Pourquoi maintenir tous ces personnels sous le statut de la fonction publique ? Pourquoi ne pas « bazarder » les musées, les monuments aux collectivités territoriales ? A quoi peuvent bien servir les DRAC et les SDAP ? Enfin, pourquoi ne pas « externaliser » des missions d'établissements publics vers le secteur privé comme à la RMN ou à l'INRAP ?

Il est grand temps que l'archéologie entre dans la grande braderie du « tout marchand, tout rentable ». La filiale, est un outil parfait pour privatiser un service public. Les précédents de France Télécom, GDF, etc. ont fait leurs preuves. Alors pourquoi hésiter ?

En plus, le nouvel accord de modernisation du marché du travail tombe à pic. Les futurs salariés de cette filiale pourront en bénéficier, avec au menu : rupture « à l'amiable du contrat de travail », sans recours possible devant un juge, quand on sait qu'avec un peu de pression un bon DRH peut faire signer n'importe quoi à n'importe quel salarié ; contrat de mission pour les cadres, sorte de CDD de 18 à 36 mois « pour un objet défini » donc un chantier. Fini la jurisprudence qui reconnaît l'archéologie comme une seule et même mission et qui a permis à nombre de nos collègues de voir leurs contrats re-qualifié en CDI ; allongement des périodes d'essai ; etc.

La CGT qui, seule, a refusé de signer cet accord, lance pour février, une grande campagne pour l'augmentation générale des salaires et du pouvoir d'achat. Pour l'instant, une seule organisation syndicale a répondu à notre appel. La question du pouvoir d'achat est pourtant la première préoccupation des salariés du privé et du public.

A l'Inrap également, certaines organisations syndicales n'ont pas voulu se joindre à l'action du 5 février contre la création de la filiale. Pourtant, c'est la mobilisation du plus grand nombre qui permettra de faire reculer les projets du gouvernement !

La CGT n'abandonne rien. Elle est bien décidée à se battre sur tous les fronts !